
Un « peuple » au féminin ? Étude de deux journaux féminins communistes de Tunisie (1945-1946)

Women and the « people ». A study of two communist women's periodicals in Tunisia (1945-46)

Élise Abassade



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/4657>

ISSN : 2102-5886

Éditeur

Association Mnémosyne

Référence électronique

Élise Abassade, « Un « peuple » au féminin ? Étude de deux journaux féminins communistes de Tunisie (1945-1946) », *Genre & Histoire* [En ligne], 24 | Automne 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 09 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/4657>

Ce document a été généré automatiquement le 9 avril 2020.



Genre & histoire est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Un « peuple » au féminin ? Étude de deux journaux féminins communistes de Tunisie (1945-1946)

Women and the « peuple ». A study of two communist women's periodicals in Tunisia (1945-46)

Élise Abassade

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet article est une version approfondie d'un billet rédigé d'après une communication discutée lors d'un atelier doctoral de l'Institut de Recherches sur le Maghreb contemporain, à Tunis, en mai 2017 : Élise Abassade, « Images et représentations des femmes au travers de la presse féminine proche du Parti communiste de Tunisie », *Le Carnet de l'IRMC*, n° 20, juin-octobre 2017 [En ligne : <http://irmc.hypotheses.org/2163>].

- 1 En janvier et en octobre 1945, les premiers numéros de *Femmes de Tunisie* et de *Filles de Tunisie* paraissent sous l'impulsion de militantes de l'Union des Femmes (UFT) et de l'Union des Jeunes Filles de Tunisie (UJFT), deux associations féminines fondées en 1944 et en 1945¹. Leurs adhérentes peuvent lire en français, tous les mois puis tous les deux mois, pour un prix inférieur au salaire horaire d'une ouvrière, la quinzaine de pages de l'un ou l'autre journal, tous deux diffusés à hauteur de 5 000 exemplaires durant près de deux ans — jusqu'à leur cessation d'activité, faute de moyens suffisants, en mai 1946². L'UFT et l'UJFT sont dirigées par des militantes communistes cherchant à réunir les femmes autour de la lutte contre les conséquences de la Seconde guerre mondiale, contre le fascisme et le nazisme. Le Parti communiste de Tunisie (PCT) a, depuis la naissance de son premier noyau en 1921, revendiqué la fin du protectorat français, en cours depuis 1881, mais il a souvent été reproché à sa direction d'avoir privilégié la lutte contre le fascisme à partir des années 1930³. La période qui s'ouvre en mai 1943 est décisive pour le mouvement communiste. Après la mise en déroute des nazis au

pouvoir à Tunis depuis novembre 1942 par l'arrivée des forces alliées, le PCT bénéficie d'une certaine aura liée à ses activités clandestines à Tunis durant la guerre mais aussi aux succès de l'Armée rouge. Il s'entoure d'associations et cherche à recruter des adhérent.es pour constituer un véritable parti de masse. Depuis 1921, les femmes représentent un enjeu politique pour les communistes, incluses désormais explicitement dans leur rhétorique puisqu'elles sont plus largement scolarisées, instruites et politisées qu'autrefois⁴. Le militantisme de femmes n'est pas une donnée inconnue pour les communistes de Tunisie : une organisation de jeunes femmes affiliée au PCT exista entre 1936 et 1939 et, durant la Seconde guerre mondiale, de nombreuses femmes et jeunes filles s'engagèrent dans l'illégalité et une grande partie d'entre elles anime les Unions féminines d'après-guerre. Le PCT, comme tous les partis communistes, se doit de poser la « question des femmes » et de les soustraire à l'influence du féminisme, considéré comme un mouvement bourgeois⁵. Cet article propose ainsi d'évaluer si les journaux *Femmes* et *Filles de Tunisie*, vitrines médiatiques du communisme au féminin, donnent une réponse à la « question des femmes ».

- 2 Bien que le PCT ait précocement demandé l'indépendance de la Tunisie vis-à-vis d'un impérialisme capitaliste français, le terme « nation » fait peu partie de son vocabulaire politique⁶. Pourtant, le Néo-Destour, parti nationaliste, jouit d'une grande popularité depuis sa naissance en 1934. L'opinion du PCT vis-à-vis du nationalisme oscille entre soutien, politique de la « main tendue » et disqualification de ses conceptions « bourgeoises⁷ ». Sa vision de la révolution en est le corollaire : elle est d'abord considérée, dans les années 1920 et 1930, comme la conséquence de l'indépendance acquise par les mouvements nationalistes locaux ; puis, à partir de la Seconde guerre mondiale, il est admis que l'indépendance n'est qu'une composante de la lutte des classes, et que la révolution en métropole amènerait les conditions qui lui sont nécessaires. Le PCF est alors perçu, dans les années 1940, comme le « grand parti frère », dont seule la victoire électorale permettrait un avenir heureux pour la Tunisie. Les seules prérogatives inchangées du PCT demeurent la lutte des classes et l'internationalisme antiraciste. Ce dernier revêt un sens particulièrement prégnant dans la société coloniale qu'est le Protectorat français, dont les habitant.es sont divisé.es en trois catégories, « Européens », « Musulmans » et « Israélites ». Au cœur de cette division administrative se niche la race, un « signifiant flottant » jamais énoncé mais aux puissants effets sociaux⁸. Les journaux féminins étudiés, s'ils ne proposent pas une définition de la « nation », participent de la formulation d'un discours communiste renouvelé, au cœur duquel est placé le « peuple ».
- 3 Seul un petit nombre de publications peut être considéré comme relevant de la presse féminine durant le Protectorat français. La première revue de ce type, *Leïla*, publiée entre 1936 et 1941, est rédigée en langue française par des personnalités, en majorité masculines, issues des milieux réformistes et nationalistes intellectuels de Tunis⁹. Leurs articles exposent les débats de l'époque, en plaçant « la » femme au centre des problématiques liées à la modernité et à l'émancipation sociale et politique. Les journaux *Femmes* et *Filles de Tunisie*, publiés en un tout autre contexte et traversés par des questionnements différents, sont les seuls représentants du genre dans l'après-guerre ; la comparaison entre les deux permet d'appréhender combien ces journaux, rédigés par des militantes de l'UFT et de l'UJFT, portent en eux l'espoir de la construction d'une Tunisie « heureuse et démocratique », et d'étudier la place que les femmes occupent dans cette élaboration.

« Nous, femmes de Tunisie¹⁰ » : les journaux de toutes les femmes

Des journaux pour les femmes, rédigés par des femmes

- 4 Les journaux *Femmes* et *Filles* sont entièrement pris en charge et rédigés par des femmes, au contraire de la revue antérieure *Leïla*. L'éditorial du premier numéro de *Filles de Tunisie* affirme à ses lectrices que l'Union des Jeunes Filles a été « créée pour [elles]¹¹ », faisant montre d'une personnalisation entre les adhérentes et l'organisation. L'UJFT et l'UFT fonctionnent en « cercles » de quartiers, plus souples que des cellules ou des sections, et les articles considèrent les adhérentes comme des « amies ». Le modèle de femmes qui se dégage de la lecture de ces numéros s'oppose notamment au stéréotype fasciste et nazi, faisant de la femme une « vache grasse » inactive, dont la seule utilité résiderait dans sa fonction reproductrice¹². La Tunisie, lieu d'une intense propagande fasciste durant les années 1930 et 1940, a ensuite été placée sous gouvernement vichyste puis nazi¹³. Les caractéristiques du type de femme proposé par les journaux communistes puisent leur inspiration dans le modèle socialiste soviétique d'une femme non seulement mère de famille, mais également instruite et travailleuse¹⁴. Au nom de leur principal mot d'ordre, « à travail égal, salaire égal », les militantes revendiquent l'égalité des traitements entre Tunisiennes et Françaises mais également entre hommes et femmes, et correspondent ainsi à l'idéologie communiste selon laquelle l'émancipation des femmes dépendrait de leur autonomie financière¹⁵. Le prototype proposé par la revue *Leïla*, dont les rédacteurs évoluaient au sein des cercles lettrés réformistes ou nationalistes, diffère de celui des communistes puisque, bien que la femme présentée soit instruite, elle n'exerce pas de profession. Au contraire, les organes de presse de l'UFT et de l'UJFT visent à « mobiliser les énergies féminines » autour des préoccupations censées être celles d'une femme active¹⁶. Leurs rédactrices, une petite dizaine de militantes tunisoises françaises et tunisiennes « israéliques » et « musulmanes » investies, lettrées et adhérentes du PCT, modèlent les journaux à leur image, tout en s'inspirant de leurs équivalents en France. Elles mettent en scène des femmes et des jeunes filles curieuses, luttant pour leur bien-être quotidien, pour des conditions de travail décentes et pour l'avenir de leurs foyers et d'une Tunisie libérée du joug nazi et des ersatz de la propagande fasciste.

Les mères de la « nation » ?

- 5 Le mode d'énonciation de ces journaux relève de l'affectif, voire du pathétique. Il y est très régulièrement question de la défense du foyer et de la paix, mais aussi du soutien aux soldats¹⁷. Les femmes sont décrites comme les gardiennes de la paix, soutenant les hommes défenseurs de celle-ci par les armes. Elles sont posées comme des garantes actives de stabilité, aux préoccupations diversifiées dont la première reste la défense de leur foyer qui, dans ce cas présent, peut symboliser la communauté civile dans son ensemble, « [leur] pays¹⁸ ». Si ce dernier n'est jamais précisé, les communistes tentent toutefois, dans une brochure publiée en 1945, de défendre le caractère « national » de leur politique, « souvent mis en doute par [leurs] ennemis¹⁹ ». La nation tunisienne est ici définie comme une communauté de personnes réunies par le combat à l'encontre du

capitalisme, constituée des classes travailleuses, dont le PCT serait le meilleur défenseur. Cette brochure affirme l'urgence de la lutte contre les « vestiges du fascisme » qui prédominerait alors sur la question de l'indépendance, tout en affirmant que la lutte contre le fascisme reviendrait à « servir la nation²⁰ », c'est-à-dire à soutenir une France démocratique et débarrassée de l'occupant nazi.

- 6 Bien que la dialectique faisant des femmes des gardiennes de la paix et du foyer soit classique, le mouvement communiste a tenté de rompre avec les visions récurrentes du genre — non en les détruisant, mais en en proposant d'autres incarnations. « Nous n'entendons pas rester indifférentes à la lutte qui met aux prises les hommes de la barbarie contre les hommes du progrès, car nous sommes des femmes, car nous sommes des mères », écrit Charlotte Joulain, dirigeante de l'UFT²¹. Cette Française, née à Angers en 1895 et arrivée en Tunisie en 1932, milite au PCT aux côtés de son fils Michel. Elle participe à la fondation de l'UFT en 1944, quelques mois avant le décès de son fils lors de la libération de Paris. Tenante d'un pacifisme virulent, elle estime que c'est à la mère qui cherche à protéger ses enfants que revient la défense du territoire. La majorité des articles de *Femmes* diffuse une représentation courante et naturaliste des femmes, dont le rôle premier serait d'être mère mais, si cette fonction est considérée comme naturelle, elle est ici valorisée et les qualités « féminines » sont légitimées. Cette rhétorique peut être envisagée comme relevant du féminisme maternaliste puisque le pacifisme, présenté comme naturellement féminin, sert à fédérer les femmes, mobilisées sur des thématiques considérées comme spécifiques à leur sexe, afin de susciter leur intérêt pour la bataille politique globale²².
- 7 Si les enfants constituent l'une des préoccupations du journal *Femmes*, les militantes appliquent les recommandations de Lénine, selon lesquelles des actions concrètes doivent permettre aux femmes de travailler et donc d'accéder à l'autonomie, et elles organisent goûters populaires, colonies de vacances et ouvrent une garderie²³. L'UJFT s'intéresse à la jeunesse dans un sens plus large qu'elle se donne pour tâche « d'unir, de défendre, de distraire, d'éduquer²⁴ ». Dans ce contexte de sortie de guerre, l'UFT valorise des valeurs morales, nourricières, sécuritaires, considérées comme propres aux femmes. Ses articles présentent toutefois des perspectives matérielles concrètes, en faisant des femmes des actrices de l'édification d'un avenir heureux. Beaucoup d'entre eux se focalisent sur des astuces de cuisine ou de tricot, proposant des stratégies aux mères de famille pour vivre au mieux dans un contexte économique marqué par les privations. Au contraire des rares articles de l'organe de presse communiste qui concernent les femmes et les réduisent à leur rôle de gestionnaire du foyer, *Femmes* et *Filles* stimulent les caractéristiques traditionnellement assignées aux femmes²⁵.

Au-delà des clivages coloniaux ? Un « monde du contact » au féminin en faveur d'une Tunisie multiple et démocratique

- 8 Bien que la rareté des références directes au colonialisme dans les articles de *Femmes* et *Filles* ne soit pas surprenante au regard de la priorité donnée à l'extirpation des vestiges du nazisme et du fascisme, leurs rédactrices n'hésitent pas à dénoncer les « principes colonialistes d'éducation » et à revendiquer l'enseignement en langue arabe²⁶. Leur représentation de l'avenir est davantage caractérisée par l'association entre la France et la Tunisie plutôt que par l'abandon du Protectorat, dans la même ligne que la brochure du PCT susmentionnée. Les organisations féminines revendiquent, dans leurs

intitulés mêmes, l'union entre les femmes et les jeunes filles de Tunisie. Ainsi, la couverture du numéro de *Femmes* daté de mars-avril 1945 est composée de deux portraits de femmes et, alors que l'une est vêtue d'un *sefseri*, long tissu blanc porté par des Tunisiennes musulmanes, l'autre porte les cheveux courts et un tailleur. Dans le même ordre d'idée, une superposition de deux profils de femmes constitue le logo de l'UFT : l'une a le visage apparent alors que l'autre, au second plan, porte un vêtement ne laissant voir que son œil. Un article écrit par l'active militante Hafidha Darraj précise ces images-types que souhaite véhiculer l'UFT. Vice-présidente de cette dernière depuis 1944, originaire de Tunis, cette « musulmane » vêtue quotidiennement d'un *sefseri* prend régulièrement la parole en public pour réclamer l'union entre toutes les femmes²⁷. Son article, publié à l'été 1945, dénonce les inégalités de salaire entre les travailleuses françaises et tunisiennes, « basées sur la haine des races²⁸ ». L'UFT cherche en priorité à réunir femmes tunisiennes et femmes françaises pour aller à l'encontre des théories racistes fascistes et nazies mais aussi, on peut le supposer, des tenants de l'idéologie raciste et coloniale. La revue *Leïla*, une dizaine d'années plus tôt, ne proposait au contraire qu'une typologie de femme, musulmane, de son temps mais attachée à ce qui relève des traditions. Au printemps 1945, *Femmes* se félicite de l'union réalisée lors des assemblées organisées par l'UFT qui « a permis à toutes les femmes de comprendre combien leurs désirs étaient semblables, quelles que soient leurs races, leurs nationalités ou leurs religions²⁹ ». L'UFT appartient à la Fédération démocratique internationale des femmes qui, depuis 1944, réunit les organisations féminines se rattachant à la III^e Internationale et propose, comme l'UJFT, de faire prendre conscience aux femmes de ce qui est censé les réunir, et de l'intérêt que comporte cette union³⁰.

- 9 L'UFT et l'UJFT veulent provoquer la rencontre de femmes assignées à des positions différentes. Deux jeunes femmes, se tenant par la main, l'une vêtue d'une chemise brodée et portant sa voilette de visage renversée sur les cheveux, l'autre portant veste et jupe, apparaissent souriantes sur la photographie de couverture du premier numéro de *Filles*. La notion de « contact » permet d'appréhender les interactions quotidiennes et, sans remettre en doute le poids de la domination coloniale, de questionner les possibilités d'infléchissement des clivages coloniaux, autant que de révéler les assignations différentielles³¹. Est symptomatique de cette recherche de « contact » le récit de l'aide apportée par des femmes « musulmanes », prêtant leurs vêtements couvrants à des militantes pourchassées par les nazis afin de les dissimuler à leur vigilance, publié dans *Femmes* à l'été 1945. En outre, selon *Femmes* d'octobre 1945, les femmes partageraient une même communauté d'intérêts :

la femme qui produit et qui travaille n'a qu'un seul souci : vivre dignement [mais aussi que puissent vivre dignement] ses enfants et son mari. Pour cela, il faut réaliser l'union et agir pour défendre ses propres intérêts, réaliser l'union [de toutes les femmes] sans aucune distinction de race, ni de nationalité³².

- 10 L'UJFT abonde dans le même sens en insistant plus régulièrement sur la solidarité entre les classes sociales. L'éditorial du premier numéro définit le journal *Filles* comme celui « qui fera connaître la jeune artisane musulmane à la jeune fonctionnaire française » et présente ainsi l'UJFT comme le seul lieu d'interactions entre jeunes femmes assignées et identifiées à des positions sociales et raciales différentes³³. À l'hiver 1945-1946, l'UJFT lance un appel aux « Tunisiennes et Françaises, ouvrières, paysannes, artisanes, fonctionnaires, employées, ménagères », en s'exclamant avec enthousiasme : « unissons-nous ! ». L'UFT et l'UJFT mettent en scène et appellent à l'amitié entre

Françaises et Tunisiennes de toutes conditions, faisant de leurs journaux des espaces d'interactions en-deçà des limites coloniales. Cet univers symbolique accompagne et renforce les nouvelles prérogatives qui se développent au sein du PCT entre 1945 et 1946 : selon la croyance, forgée durant la guerre, en une France servant de rempart aux velléités impérialistes italienne et allemande, les communistes de Tunisie défendent la transformation du colonialisme en fédéralisme. « Briser le complot fasciste » par une alliance entre les peuples de France et de Tunisie amènera les conditions nécessaires à la libération nationale³⁴. Les communistes croient en la possibilité d'une association d'États alignée sur le modèle fédéraliste de l'URSS en lequel ils et elles ont foi. En pratique, le mouvement communiste dans son ensemble est vécu dès 1943 comme un espace d'internationalisme en actes, où les assignations raciales n'ont plus d'importance³⁵. Bien que les prises de position de l'UFT et de l'UJFT ne soient pas clairement anticolonialistes, la démonstration de contacts entre personnalités associées à des positions différentielles dans une société clivée comme la Tunisie sous Protectorat, et de contacts féminins dans un espace public et médiatique dominé par des hommes, apparaît comme un acte radical — qui ne fut cependant pas accompagné d'une réflexion en termes de genre.

Une « injonction contradictoire³⁶ » entre pratiques féminines et absence du genre... au profit d'une réactivation de la race ?

Sur le terrain du réel et du quotidien

- 11 *Femmes* s'auto-qualifie de « journal qui reflète bien la vie des femmes de ce pays³⁷ » — ici, vraisemblablement la Tunisie. Le premier numéro de *Filles* comporte un article intitulé « Nous avons vu les brodeuses dans les patios », dépeignant d'une façon qui se veut objective leurs conditions de vie, en mettant en exergue le caractère pragmatique et sympathique des activités de l'UJFT³⁸. Les articles de *Femmes* et *Filles* sont rédigés dans un style réaliste, en adéquation avec le matérialisme défendu par ses rédactrices, militantes communistes. Celles-ci souhaitent faire de leurs journaux la courroie de transmission de leurs revendications, focalisées sur le quotidien des femmes de Tunisie. *Leïla* mettait également en scène un modèle de femme consciente de ses devoirs mais ne décrivait qu'un seul aspect de son existence, autour duquel tout semblait tourner : le mariage. Les lectrices étaient invitées à conserver leurs habitudes, décrites comme une spécificité féminine, et se trouvaient alors érigées en garantes de l'intégrité tunisienne. *Femmes* et *Filles* valorisent les capacités féminines sans les déconstruire mais, au fil de leurs pages, les femmes se réunissent, débattent de leurs difficultés journalières, défilent dans les rues, s'amusent, voyagent. Les journaux mettent en scène un lieu de lutte amical entre femmes, que l'on peut considérer comme relevant de l'entre-soi féminin, soit un cercle non mixte de sociabilités, échappant aux formes d'encadrements familiaux ou masculins³⁹.
- 12 Le numéro de *Leïla* de février 1937 comportait un article présentant une jeune femme étendue sur un divan, qui « aurait voulu capter dans sa chevelure les forces mystérieuses de l'univers [...]. Elle sait que des hommes avides et tourmentés guettent anxieusement ses défaillances pour essayer de courber sous leur désir cette tête rebelle qui se dresse comme un défi à leur force de mâle⁴⁰ ». Près de dix ans plus tard et dans

un contexte économique différent, deux rédactrices de *Filles* vont à la rencontre des ouvrières d'une usine de boîtes de conserves. La parole est donnée à l'une d'elles, âgée de 16 ans : « Nous aimons notre travail. Mais quand nous rentrons chez nous, le soir, nous sommes éreintées [...]. Nous serions heureuses d'avoir dix minutes d'arrêt dans le travail [...] pour manger et nous reposer un peu⁴¹ » et, probablement, avoir le loisir de s'allonger sur un divan. Aucun aspect matériel de la vie de la jeune femme n'est en effet dépeint dans *Leïla* : image éthérée, elle est la métaphore d'une Tunisie forte et autonome. En décrivant des existences féminines au plus près de ce qu'elles estiment être le réel, les rédactrices de *Femmes* et *Filles* cherchent à donner voix aux femmes de Tunisie, et non à des symboles.

- 13 Les articles réalistes sont entrecoupés de rubriques traitant de mode, de cuisine, d'art de vivre, activités présentées comme étant celles de toutes les femmes, et notamment des ménagères, que les Unions doivent défendre au même titre que les travailleuses — qui ont elles aussi pour tâche de s'occuper de leurs foyers. Ces thématiques sont colorées d'une « touche communiste⁴² » : le numéro de *Filles* d'octobre 1945 contient un encart intitulé « quand vous vous marierez, saurez-vous cuisiner pour votre mari ?⁴³ », au sein d'une double page listant des astuces de couture et des recettes à bas coût, suivie d'un article décrivant le quotidien de jeunes ouvrières appelées à lutter ensemble pour de meilleures conditions d'existence. Les lectrices des journaux doivent être capables de subvenir aux besoins de leur foyer selon des principes économes, répondant au modèle d'une femme productrice, tenant sa place dans la société, qui n'hésite pas à prendre la parole. Cette figure est à l'image des Unions, que les militantes rendent actives en ouvrant un dispensaire, en organisant des espaces de discussion et de formation pour les femmes et les jeunes filles, créant ainsi des espaces d'entre-soi féminin⁴⁴. Les schèmes féminins ne sont pas pour autant repensés : le partage des tâches domestiques reste soumis aux rapports sociaux de sexe. En outre, presque aucune de ces femmes ne joue un rôle décisionnel au PCT.

Artisanat féminin et patrimoine tunisien

- 14 « Les unes et les autres, femmes européennes et femmes musulmanes obligées de gagner leur vie, sont à quelques degrés près, pareillement exploitées », affirme le numéro de *Femmes* de juin-juillet 1945⁴⁵. Les femmes de Tunisie seraient liées entre elles par l'exploitation dont elles sont victimes en tant que travailleuses. Bien que la lutte contre les conséquences de la Seconde guerre mondiale soit fortement présente, les rédactrices se concentrent sur des aspects locaux, et notamment l'artisanat. À la fin de l'été 1945, l'UFT organise une exposition à Tunis, considérée par *Femmes* comme « très féminine », qui présente au public une série de broderies et de napperons. Un article du numéro de décembre 1945 de cette revue met en scène deux artisanes du tapis, une jeune femme et sa mère, qui « détiennent entre leurs mains une partie du patrimoine national », et insiste sur la transmission féminine d'un art féminin présenté comme un élément de la substantifique moelle tunisienne. D'autres écrits traitent des tisseuses de tapis de la région de Kairouan, une ville dont les manufactures sont renommées et où les travailleuses sont nombreuses. Certaines tisseuses ont adhéré à la section de l'UFT destinée aux « mères de famille et artisanes » de Kairouan⁴⁶, que seul un engagement collectif saurait défendre. *Filles* n'est pas exempt non plus de cet attrait pour les tisseuses, et s'interroge : « quelles richesses pour notre pays sortiront [...] de leurs mains » quand le présent sera radieux⁴⁷ ? Il y a ici lieu de questionner le sens donné à

cet avenir : s'agit-il de la Tunisie libérée du fascisme ? Libérée des grands groupes financiers dont dépend l'économie du Protectorat ? S'agit-il d'un futur postrévolutionnaire ?

- 15 Les artisanes dont il est question sont toujours dépeintes de manière à ce que le lectorat comprenne qu'elles sont tunisiennes. Ces artisanes, personnifiées par *Femmes* et *Filles*, incarnent de toute évidence les classes laborieuses de Tunisie, dépeintes comme représentantes et garantes de la transmission d'une culture matérielle. Les militantes proches du PCT rejoignent ainsi de façon implicite la dialectique éculée faisant des femmes les gardiennes d'une « tradition » tunisienne, similaire à celle employée par la revue *Leïla*, par les nationalistes comme par les colonisateurs⁴⁸. L'UFT et l'UJFT s'en démarquent cependant en utilisant cette rhétorique à des fins concrètes, pour la reconnaissance et la défense d'une activité aux rémunérations fluctuantes voire inexistantes, dont les logiques de vente imposent aux femmes des conditions de travail pénibles, et dont le caractère informel empêche *a priori* toute organisation collective. En cherchant à valoriser l'artisanat féminin, l'UFT et l'UJFT souhaitent hisser cette activité considérée comme domestique au statut de travail à part entière.

« Avec nos sœurs musulmanes⁴⁹ »

- 16 Les journaux *Femmes* et *Filles* emploient les catégories utilisées par l'administration du Protectorat sans les interroger, et les occurrences du qualificatif « musulmanes » sont nombreuses. Ce terme renvoie aux femmes de nationalité tunisienne identifiées comme relevant des tribunaux de confession musulmane pour tout ce qui concerne leur statut personnel, et représentant la majorité des habitantes de la Tunisie sous Protectorat. Pour l'UJFT et l'UFT, qui cherchent à devenir des organisations féminines de masse, elles constituent un véritable enjeu puisque, dès leur fondation, elles comportent en leur sein un nombre très restreint de femmes identifiées comme telles. À titre d'exemple, la rédactrice du compte-rendu du congrès de l'UJFT se réjouit de la présence de 28 « musulmanes » sur une totalité d'environ 120 jeunes femmes⁵⁰.
- 17 Ce qualificatif apparaît systématiquement lorsqu'il est question d'analphabétisme : l'État laisse « 97 % des jeunes filles musulmanes dans les ténèbres de l'ignorance⁵¹ ». Cette catégorie, non remise en question, est associée au prolétariat que l'UFT se doit de prendre en charge et d'accompagner, alors que peu de militantes parlent arabe. L'UFT cherche « à se pencher sur leurs misères et se faire l'interprète de leurs revendications⁵² ». Certains articles, utilisant des expressions comme « nos amies musulmanes », font état d'une extériorité à l'encontre des femmes identifiées comme telles⁵³. L'UJFT, au contraire, n'use pas de ce procédé, et insiste sur l'accès des jeunes filles tunisiennes à l'instruction. L'absence d'un tel traitement peut, peut-être, s'expliquer par la composition de l'UJFT qui, contrairement à son aînée, est largement animée par des jeunes femmes tunisiennes. Ses dirigeantes, selon l'une de ses fondatrices Béatrice Slama née Saada (1923-2018), visaient à « faire prendre conscience aux femmes » de leurs capacités et de leur position dans la société⁵⁴. Des images stéréotypées figurent néanmoins au sein de *Filles* et, en janvier 1946, deux pages distinctes, l'une adressée aux « Européennes » et l'autre aux « Musulmanes » sont dédiées à la préparation du trousseau de mariage. Au fil des pages de *Femmes* et de *Filles*, ce qui relève de la culture locale, voire du folklore, est toujours associé à des femmes « musulmanes ». Les rédactrices parviennent cependant à proposer des articles

éloignés de clichés qui répondent à la volonté de rendre compte de la réalité de la vie des femmes des zones éloignées de Tunis, tel celui traitant du vêtement féminin porté à Gabès⁵⁵.

- 18 Alors que l'UFT et l'UJFT veulent s'adresser à toutes les femmes, et qu'elles sont dirigées par des militantes communistes – dont beaucoup sont des Tunisiennes juives⁵⁶ – leurs journaux ne proposent toutefois pas le modèle d'une femme « israélite ». Quelques articles dépeignent des duos de militantes formés d'une Française et d'une Tunisienne (musulmane) mais si, en de rares occasions, il est question de trois femmes, le signalement d'une « israélite » n'est pas donné. Les termes « juive » et « israélite » apparaissent seulement deux fois dans chaque journal en deux ans de publication⁵⁷. En outre Juliette Bessis née Saada (1925-2017), qui fit partie du bureau directeur de l'UJFT, confie que les prête-noms étaient d'usage pour la signature des articles, camouflant les femmes juives derrière des patronymes de militantes françaises, ou considérés comme non-juifs ; sa cousine Béatrice Slama affirme que cette pratique était également courante au PCT⁵⁸. Les « Israélites » sont socialement associées à la catégorie des « Européens » bien qu'ils et elles n'en dépendent pas juridiquement. Éduqué.es dans les écoles françaises, séduit.es par les perspectives d'ascension promises par un protectorat cherchant à s'appuyer sur elles et eux, leur posture est celles d'intermédiaires de la situation coloniale⁵⁹. Ainsi, la majorité des militantes israélites ne parlent pas l'arabe tunisien, pourtant langue de naissance de leurs aïeux et aïeules. La traduction en arabe du titre « Filles de Tunisie » sur la couverture est éloquent, puisqu'elle signifie littéralement « jeunes femmes du peuple tunisien⁶⁰ » et induit que l'UFT et l'UJFT englobent les femmes tunisiennes musulmanes arabophones dans les « masses » populaires. L'effort pour démontrer que les femmes partagent toutes une même communauté de destin s'accompagne de la démonstration que « la femme musulmane [n'est pas] différente des autres⁶¹ », tout en étant presque systématiquement distinguée. Les militant.es du mouvement communiste cherchent à correspondre à ce qu'ils et elles estiment être la réalité de la vie sociale, le « peuple⁶² » et, dans cette perspective, ils et elles tentent d'éviter de diluer une rhétorique considérée comme lisible. Le contact ne saurait être que celui de deux entités figées ; la démonstration de l'union ne se fait qu'au bénéfice de la permanence des catégories.

Conclusion

- 19 En souhaitant défendre les ménagères et les travailleuses, *Femmes* et *Filles* développent le modèle d'une femme active et responsable, articulé au récit d'un futur où Françaises et Tunisiennes participeraient ensemble à l'édification d'une Tunisie débarrassée du fascisme et du nazisme, lieu de développement d'une jeunesse heureuse et instruite. La recherche d'union et de solidarité entre toutes les composantes de la Tunisie se fait au détriment d'une définition explicite de la « nation ». L'analyse des numéros révèle cependant une conception ténue du « peuple » au féminin, correspondant aux Tunisiennes « musulmanes ». L'ambivalence entre la permanence des catégories et la défense du contact et de l'internationalisme est alors prégnante. Elles s'investissent dans la lutte pour l'indépendance qui redevient une priorité pour le PCT à partir de 1946-1947, leurs organisations s'ouvrant alors davantage aux « musulmanes ».
- 20 Les femmes des Unions, en déployant une rhétorique féminine et en militant auprès des femmes, inventent des usages politiques différents des usages masculins. L'entre-soi

féminin à coloration communiste a permis à beaucoup d'entre elles, bien que leur engagement ait été irrigué par l'unique perspective de la lutte des classes, de prendre conscience de la mesure des rapports sociaux de sexe, de l'oppression des femmes et, peut-être, d'appartenir à une classe de sexe dominée. Par la suite, plusieurs de ces femmes se sont revendiquées du féminisme ; leurs enfants, et particulièrement leurs filles, affirment avoir reçu une éducation fondée sur l'égalité des sexes⁶³. Celles et ceux qui connaissent leurs existences les considèrent, encore aujourd'hui et malgré leur faible visibilité dans le récit national, comme les pionnières de revendications au féminin⁶⁴.

NOTES

1. Ilhem Marzouki, *Le Mouvement des femmes en Tunisie au XX^e siècle*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1993, p. 94-95. Les numéros de ces deux journaux sont consultables à la Bibliothèque nationale de Tunisie, à Tunis.
2. La ville seule de Tunis compte plus de 220 000 habitant.e.s en 1936. Le journal francophone *La Dépêche tunisienne*, très lu, imprime 35 000 exemplaires par jour avant 1939, et davantage par la suite ; les journaux dont il est ici question doivent être considérés comme relevant de la presse à petit tirage.
3. Mustapha Kraïem, « Mouvement communiste, question nationale et société coloniale en Tunisie », *Revue d'histoire maghrébine*, n° 89-90, vol. 25, mai 1998, p. 107-118.
4. Souad Bakalti, « Formation professionnelle et travail féminin dans la Tunisie au temps de la colonisation », in Dalenda Larguèche (dir.), *Histoire des femmes au Maghreb. Culture matérielle et vie quotidienne*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2000, p. 297-318.
5. Rapports d'Alexandra Kollontaï sur la « Question des femmes » au III^e Congrès de l'Internationale communiste, juin 1921, présentés par Patricia Latour in Alexandra Kollontaï, *La Révolution, le féminisme, l'amour et la liberté*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2017, p. 124-156.
6. Claude Liauzu, « La presse ouvrière européenne en Tunisie, 1881-1939 », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Éditions du CNRS, 1971, p. 933-955.
7. René Gallissot, « Mouvement ouvrier, mouvement national : communisme, question nationale et nationalisme dans le monde arabe », in René Gallissot (dir.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Les éditions ouvrières, Paris, 1978, p. 9-56.
8. Colette Guillaumin, « 'Je sais bien mais quand même' ou les avatars de la notion de 'race' », *Le Genre humain*, n° 1, 1981, p. 55-64 ; Habib Belaïd, « Logique ethnique et logique coloniale à travers les associations en Tunisie entre les deux guerres », in Jacques Alexandropoulos, Patrick Cabanel (dir.), *La Tunisie mosaïque. Diasporas, cosmopolitisme, archéologies de l'identité*, Toulouse, Presses du Mirail, 2000, p. 199-210.
9. Une partie des numéros de la revue a été publiée dans Hafedh Boujmil, *Leïla, revue illustrée de la femme, 1936-1941*, Tunis, Éditions Nirvana, 2007.
10. *Femmes de Tunisie*, mars-avril 1945, p. 1.
11. *Filles de Tunisie*, octobre 1945, p. 3.
12. *Femmes*, décembre 1945, p. 13.
13. Voir l'ouvrage de Juliette Bessis, *La Méditerranée fasciste. L'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Karthala, 1981.

14. Brigitte Studer, « Communisme et féminisme », *Clio*, 2015/1, n° 41, p. 139-152 ; Christine Bard, « Lutte féministe pour le communisme et lutte communiste pour le féminisme (1917-1927) », in *Actes du colloque Femmes et communisme, 11-12 mai 2001*, Paris, Association de recherche « Femmes et communistes », 2002, p. 111-127.
15. Rapports d'Alexandra Kollontaï, *op. cit.*, p. 129.
16. *Femmes*, mars-avril 1945, p. 1.
17. *Femmes*, juin-juillet 1945, p. 6-7.
18. *Idem*.
19. PCT, 3^e cours de l'école élémentaire. *Les communistes et la nation*, Tunis, 1945, p. 3.
20. *Idem*, p. 21 et 13. Le PCF, dont le vocabulaire est en partie repris par le PCT, utilise d'ailleurs les termes « indépendance nationale » pour qualifier l'autonomie de la France vis-à-vis des velléités impérialistes capitalistes, comme ce fut le cas dans les années 1950 vis-à-vis de l'impérialisme américain. Voir Michel Garbez, *La question féminine dans le discours du PCF*, Thèse de 3^e cycle, Lyon, 1979, p. 314.
21. *Femmes*, mars-avril 1945, p. 1.
22. Louise Toupin, « Des "usages" de la maternité en histoire du féminisme », *Recherches féministes*, vol. 9, n° 2, 1996, p. 113-135.
23. Lénine, « Pas de démocratie sans femme ! », cité dans Yvonne Dumont, *Les Communistes et la condition de la femme*, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 137-138.
24. *Filles*, décembre-janvier 1946, p. 2.
25. Voir par exemple *L'Avenir social*, 8 novembre 1947.
26. *Filles*, mai-juin 1946, p. 10.
27. *Le Travailleur de Tunisie*, 11 février 1945, p. 4 ; entretien réalisé avec Béatrice Slama, militante du PCT et co-fondatrice de l'UJFT, Fontenay-sous-Bois, 13 février 2016.
28. *Femmes*, juin-juillet 1945, p. 11.
29. *Idem*, p. 12.
30. Mercedes Yusta, « Réinventer l'antifascisme au féminin. La Fédération démocratique internationale des femmes et le début de la Guerre froide », *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, n° 104, 2009, p. 91-104.
31. Mary-Louise Pratt, « Arts of the Contact Zone », *Profession*, 1991, p. 33-40 ; Emmanuel Blanchard, Sylvie Thénault, « Quel 'monde du contact' ? Pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement social* n° 236, 2011/3, p. 3-7. [www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2011-3-page-3.htm]
32. *Femmes*, octobre 1945, p. 10-11.
33. *Filles*, octobre 1945, p. 1.
34. *Les Communistes et la nation*, *op. cit.*, p. 21.
35. Béatrice Slama, « La déchirure », *Confluences*, n° 10, printemps 1994, p. 129-133. Voir Élise Abassade, « 'La déchirure' : le départ des communistes juives de Tunisie pour la France dans les années 1960 », in *Actes des journées des doctorants de l'ED 31, 2016 : « (S')Exiler »*, mai 2016, Saint-Denis, France [en ligne].
36. Claude Pennetier et Bernard Pudal, « La part des femmes, des femmes à part », in Claude Pennetier et Bernard Pudal (dir.), *Le sujet communiste*, Rennes, PUR, 2014, p. 165-189.
37. *Femmes*, décembre 1945, p. 12.
38. *Filles*, octobre 1945, p. 12-13.
39. Catherine Achin, Delphine Naudier, « L'agency en contexte : réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France », *Cahiers du Genre* 2/2013 (n° 55), p. 109-130 [www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2013-2-page-109.htm].
40. Leïla, février 1937, in Hafedh Boujmil (dir.), *op. cit.*, p. 179.
41. *Filles*, octobre 1945, p. 8.

42. Gerardo Leibner, « Parti de masses, parti masculinisé ? Les femmes dans le Parti communiste uruguayen (1946-1968) », in Karine Bergès, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta-Rodrigo, Nathalie Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes. L'engagement politique des femmes au XX^e et XXI^e siècles, mondes hispanophones*, Rennes, PUR, 2015, p. 139-151.
43. *Filles*, octobre 1945, p. 7.
44. Catherine Achin, Delphine Naudier, *op. cit.*
45. *Femmes*, juin-juillet 1945, p. 11.
46. *Femmes*, mai-juin 1946, p. 7.
47. *Filles*, mars-avril 1946, p. 12.
48. Sophie Bessis, avec Souhayr Belhassen, *Femmes du Maghreb : l'enjeu*, Paris, J.-C. Lattès, 1992, p. 8, p. 22 et p. 48.
49. *Femmes*, octobre 1945, p. 12.
50. *Filles*, décembre-janvier 1946, p. 4.
51. *Filles*, mars-avril 1946, p. 3.
52. *Femmes*, octobre 1945, p. 12.
53. Pour une analyse similaire du cas de l'Algérie, voir Pierre-Jean Le Foll-Luciani, « 'J'aurais aimé être une bombe pour exploser'. Les militantes communistes algériennes entre assignations sexuées et subversion des rôles de genre (1944-1965) », *Le Mouvement social*, 2016/2, n° 255, p. 35-55. [<https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2016-2-page-35.htm>].
54. Entretien réalisé avec Béatrice Slama, Fontenay-sous-Bois, 18 juin 2016.
55. *Femmes*, décembre 1945, p. 10.
56. Entretien avec Béatrice Slama, Fontenay-sous-Bois, 28 juin 2016 ; entretien avec Juliette Bessis, Paris, 16 mars 2016 ; entretien téléphonique avec Fatma Ben Bechir, militante de l'UJFT, Tunis, 9 mars 2019.
57. *Filles*, novembre 1945, p. 6, et avril-mai 1946, p. 3, et *Femmes*, mai-juin 1946, p. 12 et p. 13.
58. Entretien avec Juliette Bessis, Paris, 16 mars 2016 ; entretien avec Béatrice Slama, Fontenay-sous-Bois, 23 mai 2018.
59. Claude Hagège et Bernard Zarca, « Les Juifs et la France en Tunisie. Les bénéfices d'une relation triangulaire », *Le Mouvement Social*, 2001/4 n° 197, p. 9-28. [www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2001-4-page-9.htm]
60. *Fatâyat ash-sha'b at-tânsi*.
61. *Femmes*, juin-juillet 1945, p. 11.
62. Michel Garbez, *op. cit.*, p. 323.
63. Entretiens avec des enfants de militantes réalisés à Paris et à Tunis entre 2015 et 2018.
64. Gilbert Naccache, « Le mouvement Perspectives et une des trajectoires qui y ont conduit », in Abdeljelil Temimi (dir.), *Le rôle politique et culturel de Perspectives et des Perspectivistes dans la Tunisie indépendante*, Tunis, Publications de la Fondation Temimi, 2008, p. 25-48, p. 47-48 ; Noura Borsali, « Ces femmes qui ont fait l'indépendance », *Réalités*, 9 mars 2006, n° 1054, p. 14-25 ; Ilhem Marzouki, *op. cit.*, p. 279-290.

RÉSUMÉS

Cet article propose d'étudier les représentations et les symbolisations que les journaux de deux organisations féministes proches du Parti communiste de Tunisie firent « des femmes », afin

d'interroger l'articulation entre la fabrique d'un genre féminin et un discours présentant un avenir démocratique et socialiste, pluriel et inclusif. Il tâche de mettre en lumière la tension entre la permanence des assignations identitaires différentielles (de genre, de race), et la volonté militante de gommer les particularismes au profit de la lutte commune contre le Protectorat et de la lutte des classes — volonté qui, j'en formule l'hypothèse, participa à l'émergence d'une prise de conscience de l'oppression faite aux femmes.

This paper examines the representations and the symbolizations made of “women” in the magazines published by two women's organizations linked to the Communist Party of Tunisia. It does so with the aim of exploring the relationship between the construction of a feminine gender and the rhetoric of a democratic, socialist, plural and inclusive future. It aims to bring to light the tension between the permanence of differential assignments of identity, including gender and race, and the activists' desire to erase such divisions to promote the collective fight against the Protectorate and to bring class struggle to the fore. This paper proposes the hypothesis that this desire contributed to the emergence of awareness of the oppression of women.

INDEX

Mots-clés : Communisme, Protectorat français, Tunisie, mouvement féminin, anti-colonialisme

Keywords : Communism, French Protectorate, Tunisia, women's movement, anti-colonialism.

AUTEUR

ÉLISE ABASSADE

Universités Paris 8 – La Manouba. Courriel : elise.abassade(at)gmail.com